

Produits toxiques en libre-service à Toulouse

A LA veille de la date anniversaire de l'explosion d'AZF à Toulouse, le 20 juin, deux commandos masqués déposaient dans le centre-ville des bidons à l'enseigne de Total. « **Après la fermeture imminente du pôle chimique, on va fermer le pôle cynique. (...) On vous ramène vos détritrus** ». clamait un tract anonyme.

Périmètre de sécurité, mobilisation de sapeurs-pompiers spécialisés dans les risques chimiques pour prendre en charge la vingtaine de fioles d'acides, qualifiées de « **produits dangereux** » par le préfet : l'intervention des secours a été aussi efficace que rapide.

Pourtant, les écolos toulousains ont découvert que dans les anciens entrepôts du papetier Job, situés à un jet de pierre du centre-ville, quelque 2 000 fioles d'acide sulfurique et chromique, identiques à celles déposées par les commandos, attendaient depuis un an et demi qu'on s'intéresse à elles. Certaines se sont brisées en tombant au sol. D'autres ont été oubliées dans une remise. Sur les emballages (des pictogrammes à tête de

mort) figurent ces recommandations : « **toxique** », « **corrosif** », « **peut causer le cancer par inhalation** », etc.

Ce site, en principe fermé, a été colonisé par les enfants du quartier, qui en ont fait leur terrain de jeux. Les riverains, qui ne cessent d'alerter les autorités, se demandent, eux, si on ne se paie pas leur fiole.

LA DEPECHE DU MIDI

SOCIAL

Les anciens salariés de Job manifestent à Toulouse

— Dix-huit mois après les licenciements et la fermeture définitive de la papeterie toulousaine Job, les anciens salariés ont manifesté hier soir à proximité du site de l'ex-usine, dénonçant le non-respect de certains accords du plan social. Les manifestants, 80 selon la police et 120 selon les organisateurs, se sont regroupés derrière une banderole proclamant « **Après Job, ensemble regagnons l'emploi** » devant la mairie annexe du quartier des Sept-Deniers.

Sur des airs de chants de lutte, ils ont ensuite tapissé la route de petits papiers blancs, comme à leur habitude. Le syndicat CGT des ex-salariés de Job déplore que plusieurs des accords du plan social ne soient pas respectés. « **Seulement 13 emplois sur les 34 négociés ont été pourvus par la mairie de Toulouse et le conseil général, des embauches négociées à l'issue de formations payées sur le plan social n'ont pas été effectives, les primes liées aux licenciements**

n'ont toujours pas été perçues en totalité par les ex-salariés de Job », énumère notamment la CGT qui craint également que les préretraites négociées soient remises en cause par les changements en préparation à l'UNEDIC.

« **NE PAS TOMBER DANS L'OUBLI** »

« **Le plan social a été présenté comme intéressant, mais les accords sont longs à aboutir. On ne veut pas tomber dans l'oubli** », résume Bernard Margras, président de l'association Après-Job. Il pointe aussi du doigt les lenteurs de la justice, « **après la mixe en examen d'anciens dirigeants, il y a deux ans** » et l'incertitude sur l'avenir du bâtiment principal, qu'ils veulent préserver.

Sur 160 salariés de Job, 50 ont bénéficié de mesures d'âge et environ 80 ont retrouvé un emploi ou sont partis en formation. Près d'une quarantaine n'ont pas de solution durable.

L'HUMANITE

UN CONFLIT À LA LOUPE

Les Job manifestent pour leur plan social

Deux ans après l'arrêt de la production, dix-huit mois après la signature du plan social, les ex-salariés de l'usine papetière Job descendent encore dans la rue pour manifester. Jeudi soir, ils déversaient abondamment des chutes de papier devant la mairie annexe des Sept-Deniers, quartier toulousain où est implantée l'usine. Après avoir arraché de haute lutte un plan social exemplaire, les Job et leur syndicat du Livre CGT se mobilisent maintenant pour son application pleine et entière.

Les raisons du conflit. Certains reclassements, en particulier, se font attendre. Les Job rappellent au conseil général de la Haute-Garonne qu'il n'a effectué que six embauches sur les vingt promises. Quant à la mairie de Toulouse, elle s'était engagée à recruter quatorze anciens salariés de l'usine papetière : à ce jour, seulement sept travaillent pour les services municipaux. Jeudi, autre action surprise, les Job ont aussi déversé quelques monticules de papier dans les locaux du GRETA, un organisme de formation auquel ils reprochent de ne pas tenir toutes ses promesses. L'usine Job, désormais, est définitivement inactive, mais ceux qui ont travaillé sur ce site voient des raisons de poursuivre leur lutte. Depuis le désaccord, l'été dernier, entre patronat et syndicats sur le financement de L'UNEDIC, les préretraites prévues dans le plan social des Job sont partiellement remises en question. Les 53/56 ans (une trentaine de personnes) ne sont plus certains de bénéficier de l'accord signé.

Les revendications. Alors que l'usine est vendue 8 millions d'euros à des promoteurs immobiliers, les Job demandent au tribunal de commerce d'effectuer une provision qui assurerait le versement des salaires. Ils considèrent que l'indemnisation versée par l'ex-employeur n'était pas un salaire et que l'État ne pouvait donc prélever la CSG et le RDS. Les Job réclament donc les 1450 euros manquants.

BRUNO VINCENS